

**FONDATION KONRAD ADENAUER**

**RESEAU DES BOURSIERS ET ANCIENS BOURSIERS DE  
LA FONDATION KONRAD ADENAUER**

**(REBAFKA)**

**Rapport du séminaire des Boursiers**

Palmarin : 7 au 9 avril 2017

Thème : L'emploi des jeunes en Afrique



## **Préambule**

Selon les estimations de la banque mondiale, sur plus de 75 millions de jeunes que compte la planète, 38 millions sont africains. Des prévisions des experts en démographie, il y aura 340 millions de jeunes Africains en plus au cours des deux prochaines décennies. Dès 2035, la principale force de travail potentielle du monde globalisé sera africaine. Derrière cette fulgurante abondance de mains d'œuvres, se pose l'épineuse question du chômage et de l'emploi des jeunes.

Le chômage des jeunes en Afrique reste la principale cause de l'immigration clandestine. Beaucoup de jeunes, tenaillés par la faim, et sous l'influence des mœurs occidentales, bravent la mer à la recherche de l'eldorado avec ses conséquences néfastes. Cette même problématique fait le nid au recrutement des jeunes par les groupes terroristes et rebelles, menaçant ainsi la sécurité et la paix sociale. Selon une enquête de la banque mondiale, 40% de ceux qui rejoignent les groupes terroristes et rebelles seraient motivés par le chômage et le manque d'emplois.

Loin d'être un « bonus », une opportunité pour le continent, la croissance démographique est vue comme une menace. Mais, les nouvelles technologies ascendantes, les ressources personnelles et la promotion de l'auto emploi, constituent de véritables potentielles que le continent peut exploiter et barrer la route à ce fléau.

C'est conscient de ces enjeux ,et dans l'objectif de proposer des alternatives en vue d'éradiquer dans une certaine mesure le phénomène, que la Fondation Konrad Adenauer ,de concert avec le bureau exécutif du réseau des boursiers et anciens boursiers de ladite fondation(REBAFKA), lors du traditionnel séminaire des boursiers, tenue du 7 au 9 avril 2017 à Palmarin, a jugé bon d'amener les boursiers à réfléchir sur la question de l'emploi des jeunes en Afrique .

Partant des opportunités et des alternatives que peut présenter aujourd'hui l'économie numérique dans la création des emplois pour les jeunes, les boursiers participants ont analysé de fond en comble les problèmes d'immigrations clandestines, l'une des conséquences de ce fléau. La trentaine de participants a également passé au peigne fin les politiques gouvernementales que proposent certains pays africains, notamment le Sénégal, le Cameroun et le Bénin, dans l'optique d'offrir à la jeunesse rurale et urbaine un bien-être .Ceci, avec des propositions concrètes allant dans le sens de l'amélioration des prestations des structures en charges de la promotion et de l'emploi des jeunes.

### I- De l'économie numérique comme solution aux problèmes de chômage des jeunes



S'il y a un secteur aujourd'hui auquel le monde ne peut s'en passer, c'est bien celui du numérique. Selon « **The Australian Bureau of Statistics** », cité par les exposants, l'économie numérique est le réseau mondial des activités économiques et sociales qui sont activées par des plates-formes telles que les réseaux internet, mobiles et de capteurs, y compris le commerce électronique. Autrement dit, l'économie numérique est la somme des ressources que génère l'introduction ou l'intégration des technologies de l'information et de la communication dans les différents secteurs de la vie. Sous cet angle, il a été évoqué les différents services qu'offre l'économie numérique et qui restent méconnues ou ignorés de la plupart des jeunes surtout ceux ruraux. : Commerce électronique, le commerce mobile, les services de télécommunications, les contenus en ligne les services d'ingénierie informatique, la santé, l'éducation, les loisirs, l'énergie, l'environnement la production et la vente de biens, sont des acteurs centraux de l'économie numérique et par conséquent ont créé et continuent de créer de nouveaux emplois et de nouvelles entreprises, selon les présentateurs. Des propositions, au vu des services et opportunités que présente aujourd'hui le numérique, sont faites dans le processus de création des auto-emplois. Il s'agit par exemple :

- ✓ La création d'un blog et d'une chaîne YouTube à travers son compte Gmail qui peut être non seulement des espaces publicitaires mais aussi un canal pour se vendre à travers des productions de qualité, et donc sources d'emplois.
- ✓ L'ouverture d'une boutique virtuelle à l'image des grandes start-ups comme Amazon, Apple, et même l'exemple de la startup locale, comme Setic-Dakar etc.

- ✓ La création des jeux vidéo qui tiennent compte des réalités socio-culturelles, comme le cas du jeu vidéo "Béhanzin" au Bénin ou Cross-Dakar au Sénégal (un jeu qui montre le calvaire des talibés au Sénégal). Toutes choses qui peuvent être sources de revenu.
- ✓ La possibilité de se lancer dans les transactions financières comme le cas de Yari, Express, Baobab, etc.
- ✓ La promotion de sa culture (danse, chants, cuisine...) et qui peut attirer des investisseurs et favoriser des portes de sorties.
- ✓ Etc.

Si cette avancée technologique contribue à la réduction considérable du chômage et du manque d'emplois sous d'autres cieux, beaucoup de jeunes en Afrique restent encore les analphabètes du numériques, ou du moins, ne savent pas en tirer profit. La couche juvénile du continent a toujours le regard tourné vers l'occident, bravant l'atlantique et ses multiples risques à la recherche d'un bien être.

### II- **Des alternatives à l'émigration clandestine, créatrices d'emplois pour les jeunes.**



Dans ce chapitre, les boursiers ont analysé les causes, les facteurs qui poussent les jeunes à prendre la mer au risque de leur vie. Non sans oublier d'en examiner les conséquences. L'émigration clandestine est un phénomène universel qui touche l'Afrique plus que tout autre continent. Elle est d'abord caractérisée par un flux de population qui va, essentiellement, des pays du Sud, c'est-à-dire, des pays pauvres, vers les pays nantis du Nord, mettant en péril la vie d'une partie de la jeunesse africaine. L'émigration clandestine, est illégale et les clandestins

## Rapport séminaire des boursiers, Palmarin 2017

---

prennent des risques au péril de leur vie pour rejoindre des pays jugés plus prometteurs. Elle est considérée comme illégitime, car elle se distingue de l'immigration régulière par l'existence de législation, de traités, de jurisprudences ou d'autres règlements parfois sévères qui ont été mis en places par des Etats-nations et qui sont contournées. Plusieurs facteurs et paramètres expliquent cet état de chose. Selon les boursiers de la fondation qui ont planché sur ce thème, les facteurs socio-culturels et économiques sont en première ligne .En effet, Jusqu'à nos jours, l'Occident suscite des fantasmes et mirages car étant considérée comme l'Eldorado, le lieu où on peut gagner de l'argent sans effort particulier. Ce cliché est renforcé par les images que diffusent les chaînes de télévisions occidentales et même africaines, qui présentent l'occident comme un paradis terrestre. De plus, Les émigrés qui reviennent au pays sont perçus comme des modèles de réussite attisant ainsi l'envie chez leur frère.

L'autre aspect à prendre en compte dans la genèse de cette situation, selon les exposants, est lié à la précarité et à la pauvreté ambiante sur le continent. Cette situation oblige les jeunes à considérer la migration comme la seule solution de rechange s'offrant à eux. Et ceci se comprend dans la mesure où le réchauffement climatique a fait baisser la productivité et occasionné le manque de pâturages portant un coup à l'agriculture et à l'élevage, principaux refuges des jeunes en milieu rural. Le manque de travail représente 31,70% des motifs avancés, le désir de mutations ou raisons professionnelles 7,20% des causes avancées par ceux qui tentent l'aventure de la migration irrégulière. A ces facteurs, s'ajoutent d'autres comme les facteurs politiques, sécuritaires, professionnels, familiaux, etc.



Le phénomène présente des effets positifs et négatifs , tant pour le pays d'accueil que pour le pays d'origine. L'émigration clandestine contribue par exemple à l'essor de certains secteurs économiques des pays d'accueil, notamment l'industrie et l'agriculture, qui occupent une place prépondérante

dans l'économie des pays occidentaux, et les émigrés en constituent une main d'œuvre abondante et qualifiée, du fait du vieillissement des populations occidentale (18,9% sur une population estimée à 500,8 habitants en 2015). L'émigration clandestine, représente aussi une source de revenu et d'investissement pour les émigrés. Pour la plupart des familles africaines, le fait d'avoir un des membres vivant en occident constitue un soulagement du point de vue social mais aussi une source de revenu de transfert pour combler le cab laissé par les activités primaires. Prenant le cas du Sénégal, les boursiers ont fait remarquer qu'on retrouve dans certaines zones plus particulièrement en milieu rural, des associations de ressortissants qui sont essentiellement composées d'émigrés. Ces organisations d'émigrés participent activement au développement de leur zone d'origine en contribuant à l'installation d'infrastructures sanitaires, routières etc. Mais derrière ce tableau reluisant, se cachent d'autres réalités peu souhaitables.

Selon la banque mondiale, environ 100 000 universitaires ayant suivi une bonne partie de leurs formations en Afrique vivent et travaillent dans les Etats occidentaux. Ce qui conduit à une fuite des cerveaux, avec un manque criant de cadre pouvant travailler pour relever le déficit de développement sur le continent. Les boursiers ont évoqué le risque de noyade, la mort fatale et les tortures auxquels font face parfois certains émigrés clandestins. Sans occulter les activités à moralité douteuses auxquelles s'adonnent certains émigrés oisifs (le vol, le banditisme, le trafic de drogue...). C'est pourquoi, tout en déplorant cet état de chose, les boursiers de la fondation Konrad Adenauer sont unanimement tombés d'accord sur le fait qu'il est temps que la jeunesse africaine prenne conscience de sa force, de ses potentialités, et compte sur sa capacité à s'offrir un mieux-être dans sa localité.

Pour tenir ce pari, il urge de créer des conditions pour favoriser l'auto-emploi chez les jeunes, à travers la mise en place d'un dispositif intégré visant à soutenir la qualification des jeunes en leur facilitant l'accès au financement pour l'acquisition d'équipements modernes. Il s'agira de professionnaliser le secteur par l'installation de centres de compétences agréés dans tous les corps de métiers de la filière artisanale. C'est ici que les boursiers saluent l'effort de certaines structures et organisations (l'**ANPEJ** et de l'**FNPEEJ, Fongip ...**), œuvrant dans la promotion de l'auto-emploi des jeunes mais dont les actions restent encore à renforcer.

Sans prendre la place des experts en coaching auto-emploi, les boursiers ont avancé un certain nombre de propositions allant dans les sens de diminuer le flux des émigrés vers l'Europe et la création de l'auto-emploi. Il s'agit entre autres :

- La mise en place des centres d'incubation, à travers l'érection des centres d'écoutes et de conseil pour les candidats à l'émigration clandestine. Ces centres, au lieu d'encourager le départ, vont s'atteler à présenter les

risques néfastes de l'aventure sans oublier de déconstruire le concept de « *la vie parfaite en Europe* ».

- Proposition d'une création de réseau des boursiers autour de l'ONG citoyenne story in Africa qui travaille essentiellement dans la lutte contre le phénomène de l'émigration clandestine
- Les émigrés peuvent utiliser leur frais de voyage pour se lancer dans des activités génératrices de revenus. Et ceci, en commençant par se focaliser sur ce qu'on aime, Comprendre le réel besoin de la localité sur les produits les plus consommés dans le quartier, prendre l'avis de l'entourage immédiat et trouver un ou des sites d'écoulement sans oublier de mettre en branle les opportunités que présentent les technologies de l'information et de la communication.

Pour être exhaustive sur ce diagnostic, les boursiers ont fait le tour des outils proposés par certains Etats (Sénégalais, Camerounais et Béninois), et ont fait des propositions concrètes dans l'application de ces outils.

### 1. Cas du PSE au Sénégal



Le Plan Sénégal Émergent ou « PSE » est un nouveau cadre de référence des politiques de la gouvernance Macky Sall visant à conduire le Sénégal sur la voie de l'émergence à l'horizon 2035. Dans cette perspective, il a lancé des réformes dans le domaine social dès le lendemain de son accession à la magistrature suprême (allocation de bourses de sécurité familiale aux ménages les plus démunis, carte d'égalité des chances en faveur des handicapés, couverture maladie universelle....). Entre autres objectifs de cette initiative, La transformation structurelle de l'économie à travers la consolidation de moteurs actuels de la croissance et le développement de nouveaux secteurs créateurs de richesses, d'emplois, d'inclusion sociale et à forte capacité d'exportation et

## Rapport séminaire des boursiers, Palmarin 2017

---

d'attraction d'investissement .Le Président Macky Sall a promis, en arrivant au pouvoir, de créer 500 000 emplois pour les jeunes pendant son mandat.

Les boursiers sénégalais qui ont fait le tour de cette question, n'ont pas manqué d'évoquer les obstacles qui peuvent entraver la mise en œuvre de cet outil. Pour eux, au plan économique par exemple, les doutes sont émis quant à la capacité du Sénégal à obtenir les retombées espérées et à rembourser dans les délais et sans risque d'étouffement de l'économie, l'important budget prévu pour mener à bien les projets du gouvernement. Egalement le risque que la croissance économique soit portée par des capitaux étrangers et non les forces économiques locales est à craindre tout comme le fait que cette croissance économique n'ait pas un réel impact sur la lutte contre le chômage. Au niveau politique également, il est à relever l'absence d'une entente forte autour d'un Plan de développement dont l'échéance est fixée à 2035. Ce qui veut dire qu'il est envisageable une instabilité institutionnelle avec la possibilité que la majorité présidentielle change de camp entre les 3 élections présidentielles à venir et change radicalement de planification économique.



Pour la prospective de l'avenir du Sénégal, les boursiers ont fait un certain nombre de propositions fondées sur le principe : « AU-DELA DES CHIFFRES, L'HUMAIN ! ». Sur le plan économique, ils préconisent l'existence d'un **taux qui doit être fort et surtout profitable**, présentant un impact réel sur la vie des populations et porté par des secteurs clés de développement tels l'agriculture ou l'agrobusiness, l'élevage, les PME, ou encore le tourisme. Toujours dans cet optique, les boursiers souhaitent l'implication du secteur privé surtout national dans la croissance économique, la promotion de l'entrepreneuriat encadrant les jeunes, en leur facilitant l'accès aux financements et sans discrimination et en leur assurant une bonne formation. D'où l'intérêt pour le

## Rapport séminaire des boursiers, Palmarin 2017

---

gouvernement d'adapter le système éducatif aux besoins de l'économie sénégalaise.

Partant du principe que tout se construit, se fait avec, et par la Politique, les boursiers ont manifesté la nécessité de renforcer l'Etat de droit, avec des institutions fortes capable de faire barrage à la corruption, à l'inégalité d'accès à la justice, l'enrichissement illicite, etc. En outre, un développement inclusif et par le bas prenant en compte les populations des couches défavorisées, les femmes, les jeunes en milieu rural et les personnes en situation de handicaps. Non sans oublier de préciser que le Sénégal doit s'impliquer davantage dans la réalisation de l'intégration africaine à travers son poids diplomatique et son modèle démocratique.

### 2-Cas du DSCE au Cameroun



A l'instar du Plan Sénégal émergent, le Document de stratégie pour la croissance et l'emploi (**DSCE**) au Cameroun, constitue le cadre de référence de l'action gouvernementale pour la période 2010 – 2020. Et la question de l'emploi est prise en compte en son chapitre 4, de ce document de 197 pages. L'objectif du gouvernement Camerounais, selon les boursiers camerounais qui ont présenté ce document, est de maintenir le taux de chômage à 7 pour cent d'ici 2020 .Et cela passe par la promotion des PME, l'emploi salarié décent, l'auto-emploi à travers la levée des contraintes institutionnelles, la mise en place d'un cadre incitatif à la création d'emplois, etc.

Mais, l'inadéquation entre la formation et le milieu de l'emploi, la politisation des programmes spécifiques de l'emploi et la mal gouvernance qui se caractérise par la corruption dont la conséquence est la dégradation de la note du Cameroun auprès de cabinets internationaux (Standard and Poor's, classement Doing business), restent les épines à soulever pour l'atteinte de ces objectifs, selon l'analyse des boursiers. C'est pourquoi, il est indispensable

de valoriser, selon l'approche des boursiers, l'agriculture qui comprend le travail de la terre, la pisciculture et l'élevage et à même de recruter divers profils: Non diplômés pour la main d'œuvre, ingénieurs (agronomes), maçon, électricien, charpentier/menuisier, comptable, journaliste/communicant, numérique, financiers, planifications, logistique, chercheurs, etc.

### 3-Cas du PAG au Bénin



Le Plan d'Action du gouvernement (PAG) est un document synthèse du Programme « Bénin Révélé », feuille de route de l'action gouvernementale pour la période 2017-2021. Il repose sur un panel de 45 projets phares, complétés par 95 projets sectoriels. Lancés de manière quasi simultanée et rapide, les différents projets visent la transformation économique et sociale du Bénin. Le programme « Bénin révélé » repose sur trois piliers à savoir : La consolidation de la démocratie, l'Etat de droit et la bonne gouvernance, la transformation structurelle de l'économie et l'amélioration des conditions de vie des populations. Selon les boursiers béninois qui ont exposés ce thème, ce programme va engendrer plus de 500000 emplois directs avec la création d'une Cité Internationale de l'innovation et de savoir (CIIS). Ce cadre sera un espace pour la promotion de l'enseignement supérieur, l'innovation technique, l'entrepreneuriat et l'incitation à l'auto emploi.

Le programme consacre une part belle à l'économie numérique avec la promotion de e-commerce et la création de plus de 1200 emplois. Les autres secteurs clés comme le tourisme, l'agriculture, le transport occupent une bonne place également dans ce programme.

Mais à côté de la lueur d'espoir que présente ce programme, des incertitudes demeurent quant à sa mise en œuvre. D'abord, parce que c'est un programme propagandiste et électoraliste. En Afrique et au Bénin en particulier, les promesses électorales n'engagent que ceux qui y croient. De plus, selon l'analyse

des boursiers exposants, le programme semble rester de marbre la population rurale et les jeunes non scolarisés, les personnes en situation de handicap. C'est pourquoi les boursiers béninois souhaitent :

- Le renforcement des institutions à travers des institutions de contre-pouvoirs fortes en vue de lutter contre la corruption, le clientélisme, népotisme, et leur corollaire.
- L'assainissement et la réglementation de la sphère politique basée sur des idéologies de développement et non des « clubs commerciaux » tous azimut comme c'est le cas aujourd'hui.
- La mise en place d'une représentativité de la diaspora et des personnes en situation de handicap au sein du parlement.
- Renforcement de la démocratie à travers une libération effective et objective de l'espace médiatique (La presse béninoise occupe 78ème places dans le dernier classement de Reporters sans Frontières loin du Sénégal (58 ème), et le Burkina Faso (42 ème)
- Le renforcement du capital humain à travers l'accès des étudiants des couches défavorisées aux enseignements supérieurs et le retour à l'ancien programme d'études dans le primaire.
- Etc. .

### **Conclusion**

Les boursiers de la fondation Konrad Adenauer venant de diverses écoles de formation de Dakar et d'origines culturelles africaines différentes, à travers ce séminaire de trois jours ,ont partagé leurs expériences, leurs compréhensions de la question de l'emploi des jeunes en Afrique ,l'immigration et ses corollaires et surtout sur comment les nouvelles technologies de l'information et de la communication peuvent être de véritables leviers de création d'emplois pour la couche juvénile. L'analyse des politiques et outils de gouvernance mis en place par certains Etat ont été faites avec à la clef des propositions concrètes allant dans le sens de doter la jeunesse africaine d'un environnement favorable à son épanouissement intellectuelle, créateur d'emplois et e richesse et favoriser ainsi l'amélioration des conditions de vie des populations. Des analyses et contributions des uns et des autres, il ressort que les maux qui minent tous les pays africains sont pratiquement les mêmes, et les raisons qui justifient le flux des jeunes vers l'Europe restent la recherche et la quête de l'eldorado. Mais, en face, les actions politiques sont encore à renforcées à travers des institutions fortes et visions de développement à long terme, loin des promesses électoralistes et propagandistes.

Ces travaux, supervisés par Mme Ute Bocandé, conseillère scientifique et chargée de programme de la fondation, font suite à ceux effectués à

## Rapport séminaire des boursiers, Palmarin 2017

---

Djilor, en avril 2016, et portant sur le leadership en Afrique .Les boursiers se donnent rendez-vous l'année prochaine pour d'autres thématiques.

Ci- joint, l'intégralité des communications, le programme dudit séminaire et la liste des participants.

### **Rapporteur:**



**Dieudonné Babatoundé ABIMBOLA**

## **Séminaire des boursiers de la fondation Konrad Adenauer**

**Du 7 au 9 avril 2017**

**A L'HOTEL Nanay PALMARIN**

**Thème : L'emploi des jeunes en Afrique**

### **PROGRAMME**

#### **Vendredi 7 avril :**

11 H00 - Départ de la Fondation Konrad Adenauer

19H45 - Diner

20H30 : Projection du film sur les 40 ans de la FKA au Sénégal, réalisé par Mamadou Yaya BALDE suivie de discussion jusqu'à 22H

#### **Samedi 8 avril 2017**

08h00 – Petit-déjeuner

09H00 – Exposé 1: l'économie numérique comme approche de solution au chômage des jeunes

11H00 – Pause-café

11H15 – Exposé 2: Les alternatives à l'émigration clandestine créatrices d'emplois de jeunes

13H15 – Déjeuner

15H00 – Visite de certains sites touristiques de la zone

20H00 – Diner

21H00 – Soirée des talents

#### **Dimanche 9 avril 2017**

07H30 – Messe (pour les chrétiens)

08H30 – Petit-déjeuner

09H30 – Exposé 3: Quelle vision des boursiers pour l'avenir de leurs pays respectifs (dans le contexte du PSE pour les boursiers sénégalais).

11H00– Pause-café

11H15 – Présentation de bilan du bureau sortant

11H45 – Remise des attestations

12H15- Election du nouveau bureau

13H15 – Mots de clôture de la rencontre

13H30 – Déjeuner

15H – Retour sur Dakar

## **Les communications**

### **Sous -thème 1: L'économie numérique comme approche de solution au chômage des jeunes**

Plan :

Introduction

A- De l'économie numérique

1-Conceptualisation

2-L'économie numérique, au-delà de la télécommunication

B-L 'économie numérique et ses impacts

1-Quelques aspects positifs

2-Les aspects négatifs

C -Les différents services et les opportunités d'emplois

1-Les services qu'offre le numérique

3-L'entreprenariat numérique, solutions au chômage des jeunes.

Conclusion

### **Sous-thème2 : Les alternatives à l'émigration clandestine créatrices d'emplois pour les jeunes**

INTRODUCTION

I-Clarification conceptuelle

1. Emigration clandestine

2. Alternative

3. Chômage

II- Les facteurs à l'origine de l'émigration clandestine

1- Les facteurs socioculturels

2- Les facteurs socio-économiques

III- Les conséquences de l'émigration clandestine

1- Effets positifs

2- Effets négatifs

IV- Quelles alternatives pour l'émigration clandestine ?

1- Les initiatives de l'Etat ANPEJ (cas du Sénégal) et FNPEEJ (cas du Bénin)

2- Mise en place de centre d'incubation

3- L'entreprenariat

CONCLUSION

BIBLIOGRAPHIE

## **Sous-thème3 : « Quelles visions des boursiers pour l'avenir de leurs pays respectifs ? »**

Introduction

A. Que comprendre du "PSE" ?

B. Situation politique et économique du Sénégal à l'an 3 du PSE

C. Les obstacles à l'Emergence

II/Vision politique et économique pour l'avenir du Sénégal

A. Quel avenir économique pour le Sénégal ?

B. Quelles perspectives politiques pour un Sénégal

1-Renforcement de l'Etat de droit

2-Un développement inclusif et par le bas

3-Meilleure éducation politique

4-Implication dans la réalisation de l'intégration africaine.

### ➤ **Cas du Cameroun**

I/Présentation

II/Accroissement de l'offre d'emplois

A-Développement des PME et Promotion de l'emploi Salarié décent

B-Eclosion de pôles de croissance

C-Promotion de l'autre emploi

## **Introduction**

La révolution informatique a non seulement recréé le dynamisme des progrès humains, mais elle a aussi contribué à réévaluer les activités de l'homme. Si l'informatique se retrouve dans notre quotidien, c'est parce qu'elle a sa place dans tous les secteurs sociaux. Les jeux, la communication, la lingerie, l'automobile, tout se trouve submergé par des innovations numériques. Ainsi, dans un monde où le fossé entre riche et pauvre se creuse davantage, il est important de juger du rapport que le numérique, par les données économiques qu'elle offre, entretient avec l'activité des jeunes. Participe-t-il à la réduction de la pauvreté ? Constitue-t-il une solution au chômage d'une couche particulière de la société ? Ce sont là des interrogations pour lesquelles nous proposerons des approches de solutions dans la suite de notre travail. Mais bien avant cela, il

faudra noter les différents bouleversements engendrés par cette prouesse technologique dans la société moderne.

### **B- De l'économie numérique**

#### **1-Conceptualisation**

Il n'existe pas une définition spécifique de l'économie numérique. Mais il faut retenir qu'elle ne se limite pas à un secteur particulier et s'étend à tous les secteurs sociaux.

Selon « **The Australian Bureau of Statistics** », l'économie numérique est : le réseau mondial des activités économiques et sociales qui sont activées par des plates-formes telles que les réseaux internet, mobiles et de capteurs, y compris le commerce électronique. Activées également par les efforts pour atteindre l'efficacité et la productivité dans le processus de production, les stocks et la gestion des connaissances.

Il ne faut pas la confondre simplement au commerce en ligne. Elle va au-delà. Elle est plutôt la somme des entreprises qui produisent des biens et services supportant le processus de numérisation de l'économie, C'est-à-dire la transformation des informations utilisées ou fournies en informations numériques (informatique, télécommunications, électronique).

Pour la suite retenons simplement que l'économie numérique est la somme des ressources que génère l'introduction ou l'intégration des technologies de l'information et de la communication dans les différents secteurs de la vie. L'exemple palpable est l'adoption et la confession des passeports biométriques au Sénégal. Leurs réalisations ont sans doute fait appel à des données tant intellectuelles que matérielles de même que financières. C'est l'ensemble de ces éléments, exploités, ou qui vont être générés par l'usage des nouveaux passeports biométriques depuis leur réalisation jusqu'à leur utilisation, qui est pour ce sujet l'économie numérique.

#### **2-L'économie numérique, au-delà de la télécommunication**

La télécommunication n'est pas le seul secteur qui bénéficie des avancées numériques. L'audiovisuel avec le passage de l'analogique au numérique en profite aussi. Ce qui réduit les dépenses des chaînes de télévision.

Les banques ont aussi numérisé leurs données offrant un réseau bancaire plus dynamique et plus accessible. L'utilisation par exemple des cartes bancaires pour retirer de l'argent en tout temps et en tous lieux est un profit du numérique.

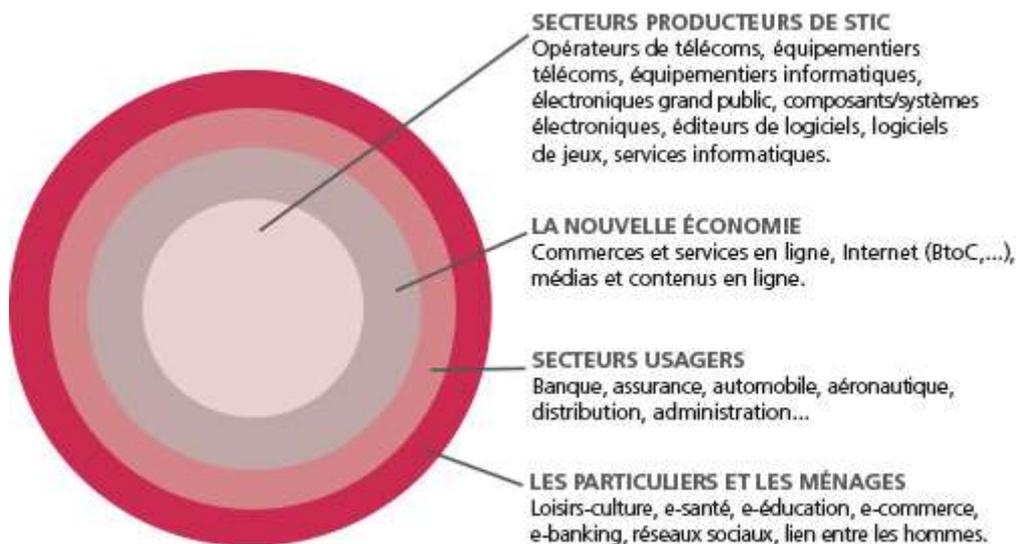
Ce sont là quelques exemples dans les pays du sud. En occident tout est numérisé. Même les fast-foods. Même le réseau de taxi. Un clic pour avoir tout à portée de la main.

#### **B-L'économie numérique et ses impacts**

Aujourd'hui, en entreprise, presque tous les services sont numérisés. La vente, la publicité, le recrutement se font sur internet. Parallèlement, les réseaux Intranet ou Internet sont devenus l'ossature centrale du système informatique de l'entreprise, notamment dans la relation avec les clients ou avec les fournisseurs. L'économie numérique présente tant d'impacts positifs que négatifs dans notre quotidien.

## 1-Quelques aspects positifs

- Dans les secteurs des transports, de la logistique et des services financiers, le réseau a pris une place décisive. Cette évolution a conduit à une augmentation importante de la part des TIC dans l'investissement des entreprises qui a doublé ou triplé selon les pays en un quart de siècle, passant de **6,8 %** en 1980 à **14,4 %** en 2000 en France et de 15 à 30 % aux États-Unis. Toutefois, cette évolution masque l'extraordinaire croissance en volume de l'investissement dans ces technologies par les entreprises. Le phénomène marquant est en effet, la baisse considérable du prix des matériels informatiques depuis trente ans.
- L'avènement de l'économie numérique a réduit en miette la notion de frontière. Les entreprises arrivent à offrir leurs services d'un bout du monde à l'autre. De ce fait tous les pays deviennent compétitifs sur le marché du moment où ils maîtrisent l'utilisation du numérique pour l'essor de leur activité économique. Il n'existe plus de pôle dominant.



➤ De nouveaux besoins,

suscités par une offre de plus en plus agressive, subliminale et diversifiée, sont ainsi nés dans des domaines aussi variés que la santé (télé médecine), l'éducation (e-learning), l'énergie et l'environnement, la culture (contenus numériques), le commerce (e-commerce) les médias et les loisirs (site web, blogs, tweet, etc.), la sécurité, la défense (réseaux fermés de télécommunication). L'économie numérique a un effet macroéconomique lié à l'augmentation de l'investissement productif des entreprises investissement dans l'équipement et matériel numérique.

- L'économie numérique ne se limite pas à un secteur d'activité en particulier, il prend en compte l'ensemble des secteurs qui s'appuie sur les

TIC producteurs et utilisateurs. Certains secteurs sont apparus avec le développement technologique : **commerce électronique, le commerce mobile, les services de télécommunications, les contenus en ligne les services d'ingénierie informatique, les services en ligne, la production et la vente de biens** qui sont des acteurs centraux de l'économie numérique et par conséquent ont créé et continuent de créer de nouveaux emplois et de nouvelles entreprises.

### 2-Les aspects négatifs

- Dans les pays en voie de développement notamment ceux africains la fracture a été assez brutale entre la partie de la population initiée à l'outil informatique et celle qualifiée par beaucoup d'analystes comme étant celle des analphabètes informatique. L'ordinateur et internet se sont imposés et les gouvernements ont commis l'erreur d'exclure cette tranche de la population en ne prévoyant pas une politique de mise à nouveau de ces citoyens dans le processus de numérisation de l'économie.
- Il se trouve donc qu'une bonne partie de la société (sénégalaise notamment) se voit exclue de ce processus de numérisation. En effet avec un taux d'analphabétisme encore élevé, il est difficile d'avoir un rendement positif au niveau social.
- L'agriculture, pilier économique de la plupart des pays africains est gérée par des couches rurales peu instruites. Ces dernières ne sont donc pas familiarisées au numérique encore moins à son utilisation. La santé, le commerce, l'information sont aujourd'hui des domaines grandement numérisés, et restent hors du champ de connaissances des populations rurales.

Malgré ce tableau un peu sombre que présente le numérique aujourd'hui en Afrique, il peut être sources d'emplois et de créations de richesses comme dans les pays.

### C- Les différents services et les opportunités d'emplois

#### 1-Les services qu'offre le numérique

Le numérique, levier majeur dans le changement des conditions de vie des populations, notamment défavorisées, offre des opportunités de modernisation et de valorisation des filières socio-économiques à fort potentiel de croissance, à travers les techniques et technologies de production, mais également d'échanges de biens et services.

C'est également la modernisation des usages et des services publics dans les territoires : **e-santé, e-éducation, e-administration** sont des réponses permettant de compléter l'aménagement numérique des territoires par les infrastructures et de donner un véritable rôle aux territoires dans la diffusion du numérique.

## ❖ **E-santé**

Dans le domaine de la santé, améliore le suivi des maladies chroniques, grâce aux objets connectés, permet d'assurer une meilleure surveillance dans le cadre d'aide à la personne. La pharmacie virtuelle sénégalaise Jokkosanté est un exemple de numérisation et de dématérialisation qui a un impact très positive pour la société

## ❖ **E-citoyenneté**

Dans les villes la numérisation améliore au quotidien la vie des populations grâce au capteurs et logiciel en optimisant l'éclairage public. Dans certains pays africain tel que le Ghana une géolocalisation permet au passagers de connaitre l'heure d'arrivée d'un prochain moyen de transport, évitant que certaines personnes prennent des risques inconsidérés à sauter sur les bus déjà surchargés, créant ainsi un Uber version africaine.

## ❖ **E-agriculture**

Un pourcentage intolérable de productions agricoles pourrit dans les entrepôts, faute d'information. Dans ce secteur la bourse sénégalaise **M-louma** de vente de fruits et céréales, la place de marché virtuelle kényane **M-farm**, sont autant d'applications digitales qui génèrent des fonctionnalités innovantes et a forte impact social.

## ❖ **E-Education**

Demain, des domaines comme celui de la formation pourraient très bien être les prochains concernés. Le développement des MOOC, ces cours accessibles en ligne, pourrait constituer le fonds de commerce de nouveaux intermédiaires de l'éducation qui panacheront les cours de différentes universités pour proposer des cursus complets, adaptés aux besoins du marché du travail et aux profils des étudiants, avec certificat d'assimilation à la clé.

## **2-Les opportunités**

Schématiquement, trois grandes familles d'activités économiques peuvent être distinguées selon l'usage qu'elles font des technologies numériques :

- Les activités supportant le processus de numérisation de l'économie, telles que les opérateurs et équipementiers de télécoms, d'équipements informatiques, de composants et de systèmes électroniques, de logiciels professionnels ou de loisirs, de services et maintenance informatique, etc.
- Viennent ensuite les activités nées de l'émergence des nouvelles technologies, telles que les commerces et autres services « en ligne ».

- La troisième et dernière famille est celle des activités utilisatrices de technologies numériques au quotidien, via le développement de logiciels et d'interfaces spécifiques : banque, assurance, automobile, aéronautique, logistique ou encore administration. Une large majorité de métiers va ainsi intégrer une part croissante d'outillages numériques pour mettre en œuvre, organiser et contrôler leurs tâches.

Plusieurs métiers sont aujourd'hui accessibles aux jeunes et pouvant être exercés en interne ou en télétravail Ils peuvent être regroupés en métiers en 4 familles

□ DÉVELOPPEMENT ET RÉSEAUX : Chef de projet web technique, data scientist, développeur, ingénieur réseaux, intégrateur, responsable sécurité

□ DESIGN Et CRÉATION : Directeur artistique web, graphiste web, UX designer, webdesigner

□ INFORMATION ET CONTENU : Chef de projet e-formation, data journaliste, journaliste web, modérateur, responsable éditorial web, veilleur stratégique, Webmaster

□ COMMUNICATION ET MARKETING : Chef de projet webmarketing, community manager, consultant e-réputation, consultant web analytique, référenceur SEO, responsable de l'affiliation, responsable e-commerce, responsable e-CRM, trafic manager, webplanneur

### **3-L'entreprenariat numérique, solutions au chômage des jeunes.**

Au vu des services et opportunités que présentent aujourd'hui le numérique, la jeunesse peut en saisir l'occasion et créer sa propre entreprise. Il s'agit par exemple :

- ✓ La création d'un blog et d'une chaîne YouTube à travers son compte Gmail qui peut être non seulement un espace publicitaire mais aussi un canal pour se vendre et trouver d'emplois.
- ✓ L'ouverture d'une boutique virtuelle à l'image de grandes startups comme Amazon, Apple, et même l'exemple de la startup locale, comme Setic-Dakar etc.
- ✓ La création des jeux vidéo qui tiennent compte des réalités socio-culturelles, comme le cas du jeu vidéo "Béhanzin" au Bénin ou Cross-Dakar (qui montre le calvaire des talibés au Sénégal), toute chose qui peut être génératrice de revenus.
- ✓ La possibilité de se lancer dans les transactions financières comme le cas de Yari, Express, etc.
- ✓ La promotion de sa culture (danse, chants, cuisine...) et qui peut attirer des investisseurs et donc sources d'emplois.
- ✓ Etc.

Autant d'opportunités que la jeunesse peut saisir à travers le numérique pour se faire légalement de l'argent et se mettre à l'abri du chômage.

### **Conclusion**

Vu les multiples possibilités qu'offre le numérique, il devrait ouvrir des perspectives nouvelles aux jeunes. Mais le problème de circulation de l'information et de formation reste un véritable handicap. La fracture numérique crée des inégalités par rapport à l'accès à l'information numérique. Du coup au lieu de résoudre le problème récurrent de l'emploi des jeunes, il participe parfois à les désœuvrer. Certes des métiers nouveaux sont créés comme le web rédacteur, le community manager, mais trop peu de personnes ayant les capacités adéquates pour faire ces activités connaissent leur utilité.

De plus il y a ce problème d'indisponibilité de haut débit. Ce qui ne participe pas à la bonne conduite des recherches sur le net. D'ailleurs, le plus important n'est pas d'avoir un réseau d'internet disponible. C'est de savoir ce qu'il faut en faire. Nous ignorons encore l'utilité réelle de l'internet. Pour les jeunes c'est juste Facebook, WhatsApp, twitter et viber... alors que c'est une immense couche de connaissance disponible et inexplorée, inexploitée par la plupart des jeunes. La jeunesse africaine peut saisir cette explosion du numérique pour créer son propre emploi et booster son économie.

### **Bibliographie**

- À quoi rêvent les algorithmes, Nos vies à l'heure des big data, Dominique Cardon, éd. Seuil-La République des idées, 2015.
- La vie algorithmique. Critique de la raison numérique, Éric Sadin, Paris, éd. L'Échappée, 2015.
- Pour tout résoudre cliquez ici. L'aberration du solutionnisme technologique, Evgeny Morozo, éd. FYP, 2014.
- Bienvenue dans le capitalisme 3.0, Philippe Escande et Sandrine Cassini, éd. Albin Michel, 2015.
- Ambition numérique, Rapport du Conseil National du Numérique remis au Premier ministre le 18 juin 2015.

## **Sous-thème2: Les alternatives à l'émigration clandestine créatrices d'emplois pour les jeunes**

### **INTRODUCTION (Amen HEDJI)**

Le passage d'une frontière à une autre par une personne n'est jamais totalement libre et suppose tout au moins un contrôle policier. C'est cette absence de contrôle qui est dite "émigration clandestine". L'émigration clandestine est un phénomène universel qui touche l'Afrique plus que tout autre continent. Elle est d'abord caractérisée par un flux de population qui va, essentiellement, des pays du Sud, c'est-à-dire, des pays pauvres, vers les pays nantis du Nord, mettant en péril la vie d'une partie de la jeunesse africaine. L'émigration clandestine, est illégale et les clandestins prennent des risques au péril de leur vie pour rejoindre des pays jugés plus prometteurs.

Pour atteindre leur objectif, ces individus à l'émigration clandestine font appel à des intermédiaires à qui ils versent des sommes fortes pour être aidés à franchir les obstacles naturels (mers, montagnes, etc.) ou humains (police des frontières), souvent dans des conditions précaires. Quelles sont les causes de l'émigration clandestine? Quelles en sont les conséquences? Quelle est la part de responsabilité des autorités dans cette aventure informelle? Quelles sont les alternatives à l'émigration clandestine créatrices d'emplois pour les jeunes ? Avant d'apporter les éléments de réponses à cette question, quelques rappels sont nécessaires pour mieux cerner la thématique.

### **I- Clarification conceptuelle (Amen HEDJI)**

**EMIGRATION CLANDESTINE :** L'émigration clandestine est l'entrée illégale, illicite, sur un territoire national, d'étrangers n'ayant pas réalisés les formalités attendues. Elle est considérée comme illégitime, car elle se distingue de l'immigration régulière par l'existence de législation, de traités, de jurisprudences ou d'autres règlements parfois sévères qui ont été mis en places par des Etats-nations et qui sont contournées. L'illégalité se caractérise par le fait que ces personnes étrangères ne possèdent pas les documents ou conditions requis par la loi ou les traités pour autoriser leur entrée, ou bien par la poursuite de leur séjour après expiration des documents. La clandestinité se caractérise par le fait que l'entrée et le séjour soient cachés, c'est-à-dire réalisés avec une certaine discrétion, parfois à l'abri des regards.

**ALTERNATIVE :** Une **alternative** est un choix entre deux possibilités distinctes. Le mot est aussi utilisé pour désigner chacun des choix possibles.

Ne pas confondre avec le dilemme : une alternative n'est pas nécessairement mauvaise, tandis qu'un dilemme entraîne, du fait même du choix, une conséquence négative issue du choix (j'ai le choix entre ça et ça, mais j'aimerais bien ne pas devoir choisir).

**CHOMAGE :** A l'heure actuelle, le continent africain est touché en plein fouet par un phénomène alarmant : le chômage. **Le chômage** constitue une situation dans laquelle un individu est à la recherche d'un emploi et n'en trouve pas. Il n'est pas simplement synonyme d'absence de travail mais c'est plutôt une absence de travail rémunéré, il implique un potentiel de travail inutilisé. On distingue 3 types de chômage à savoir :

-Le chômage volontaire qui découle du refus de travailler résultant d'un niveau réputé trop bas des salaires ou de conditions de travail jugées non acceptables.

-Le chômage involontaire qui correspond au cas où l'individu a la volonté et la capacité de travail mais rencontre des difficultés à trouver un emploi.

-Le chômage d'attente, de recherche ou de prospection qui renvoie à un chômage volontaire correspondant à la période d'investissement en information ou formation pour trouver le meilleur emploi (sachant que le chômeur peut disposer au cours de cette période d'un [revenu de remplacement](#)).

-Selon le Bureau International du Travail (BIT) est considérée comme chômeur une personne active en âge de travailler (15ans et plus) qui répond simultanément à trois conditions :

- Etre sans emplois, c'est-à-dire ne pas avoir travaillé au moins une heure durant une semaine de référence ;
- Etre disponible pour prendre un emploi dans les 15jours ;
- Avoir cherché activement un emploi dans le mois précédent ou en avoir un qui commence dans moins de trois mois.

## **II. Les facteurs à l'origine de l'émigration clandestine**

### **(Par Mbayang DIENE et Apollinaire Amadou DIATTA)**

Plusieurs raisons expliquent la densification du phénomène qui a pris des proportions impressionnantes.

#### **1. Les facteurs socio-culturels**

Jusqu'à nos jours l'Occident suscite des fantasmes et mirages car étant considérée comme l'Eldorado, le lieu où on peut gagner de l'argent sans effort particulier.

Cette image d'abondance, vie facile est imputable aux chaînes de télévisions Européennes elles-mêmes et les réalisations des émigrés dans leurs localités d'origine.

Les émigrés qui reviennent au pays sont perçus comme des modèles de réussite. Ils circulent à bord de belles voitures, possèdent dans certaines localités rurales les plus grandes maisons et « épousent souvent les plus belles femmes ». Ces

signes extérieurs de richesse amènent de plus en plus de jeunes gens à vouloir s'expatrier pour gagner de l'argent et imiter ces émigrés.

Beaucoup de familles qui vivent convenablement en dépit de parents à la retraite comptent au moins un enfant ou parent à l'étranger, sans oublier les émigrés qui ont offert le voyage à La Mecque à leur mère.

Le manque de compassion, de patience et de solidarité vis-à-vis du jeune chômeur est déterminant à prendre en charge.

Certains aspects négatifs de nos cultures et la pression des hommes ont aussi poussé des mères à inciter leur enfant au voyage : l'enfant qui échoue dans la vie c'est toujours la mère qui est responsable, hélas les pères de familles se soucient rarement de l'avenir de leur progéniture.

### **2. Les facteurs socio-économiques**

Dans cette partie, l'accent sera mis essentiellement sur le sous-emploi et la pauvreté.

Le Sénégal au même titre que la plupart des Etats de l'Afrique de l'Ouest, fait face à la précarité d'emploi, cette situation oblige les jeunes à considérer la migration comme la seule solution de rechange s'offrant à eux.

Le phénomène fait couler beaucoup d'encre puisse qu'il a versé dans la clandestinité.

A coup sûr la misère est l'un des facteurs les plus visibles de cette immigration irrégulière.

Cette pauvreté entretient des relations avec d'autres facteurs : tel que la détérioration des conditions de vie qui tend à persister. En dépit des politiques de redressement car les problèmes sociaux sont toujours présents et la situation des ménages plus précaires que jamais.

Le manque de travail représente 31,70% des motifs avancés, le désir de mutations ou raisons professionnelles 7,20% des causes avancées par ceux tentent l'aventure de la migration irrégulière.

Ainsi la misère de la famille est une source de pression surtout sur l'aîné qui a le plus souvent le devoir d'aider les parents.

L'agriculture et la pêche autrefois sources de revenus sont touchés à leur tour par la crise les méthodes de travail sont devenues caduques de ce fait la rentabilité n'est plus au rendez-vous.

La malnutrition, la sous-alimentation, l'enclavement et l'impossibilité d'accéder aux biens du développement humain de base représente également un déterminant.

Ce durcissement des conditions de vie associé au mirage de l'Europe et du comportement des migrants en vacances poussent les jeunes à partir par cette voie risquée.

Ils existent d'autres causes : politiques, sécuritaires, personnelles, familiales.

D'ailleurs des pays instables de notre sous-région (Libéria, Sierra Léone, Guinée Bissau) sont pourvoyeurs de clandestins.

-La surpopulation fruit de la démographie galopante des pays en développement est aussi un facteur indirect : les besoins en nourriture, habitat, emploi sont là alors que la ressource se raréfie.

D'un autre côté les PME ne sont pas assez dynamiques ou manquent de rigueur dans la gestion en témoigne le taux élevé d'ouvriers qualifiés au chômage.

Au plan étatique, un manque de volonté est constaté pour réorienter de manière efficiente l'économie de base vers l'agriculture, la pêche, le tourisme, l'éducation, la formation et aussi dans la mise en œuvre des politiques sectorielles élaborées au sein des Ministères.

Le non-respect des droits de l'Homme dans certaines zones jusqu'à maintenant est aussi motif de départ.

### **3. Les facteurs politiques**

L'injustice sociale et la grande précarité constituent elles aussi des facteurs à l'émigration clandestine. Depuis la fin de la guerre froide, les aides se sont effondrées à des niveaux jamais connus. L'Afrique ne joue plus le rôle de partenaires, et elle doit traiter à leurs conditions, avec les grandes multinationales occidentales et les institutions financières internationales. La lutte pour le pouvoir et l'accès aux richesses a ouvert des conflits intérieurs et extérieurs de plus en plus dévastateurs. Un Africain sur cinq vit une situation de guerre ; et la violence est en train de devenir le mode usuel des relations sociales entre cadets aînés, riches et pauvres, ethnies et religions différentes.

### **III- Les conséquences de l'émigration clandestine**

#### **(Par Fatoumata LEYE et Edith Kassamba MENDY)**

Les effets de l'émigration clandestine sont divers. Selon qu'il s'agisse des pays d'accueil ou des pays d'origine des émigrés. Il est à noter aussi que ce phénomène qui secoue pour la plupart les jeunes africains, engendre aussi bien des conséquences positives que négatives.

#### **1. Les effets positifs de l'émigration clandestine**

L'émigration clandestine ne peut être bénéfique que si elle contribue d'une manière ou d'une autre à combler les déficits observés dans un domaine ou dans un autre.

##### **➤ L'émigration clandestine contribue à l'essor de certains secteurs économiques des pays d'accueil :**

Avec la mondialisation, on assiste à l'avènement d'un nouveau secteur qui regorge d'énormes potentialités en termes de valeur ajoutée et de création d'emplois, bref en termes de développement économique : il s'agit du secteur de l'industrie. Ce dernier occupe une place importante dans l'économie des pays du nord notamment dans ceux de l'Union Européenne qui constitue l'une des principales puissances industrielles du monde. Aussi, le secteur de l'agriculture se fait-il de plus en plus une place prépondérante dans le développement de

l'économie des pays occidentaux. Pour leur évolution et le développement de leur compétitivité, ces secteurs demandent des ressources considérables en l'occurrence des ressources humaines, une main d'œuvre abondante et qualifiée. Cependant, les pays de l'union européenne, la zone la plus fréquentée par les émigrés, souffrent d'un grand déficit de mains d'œuvre du fait du vieillissement des populations (18,9% sur une population estimée à 500,8 habitants en 2015).

Ainsi, l'émigration clandestine constitue d'une part un moyen de pallier ce déficit de ressources humaines. En effet, du côté du pays d'accueil les travailleurs autochtones ont tendance à désertier les travaux les plus durs dont ceux des industries et les travaux champêtres. Ils sont remplacés par les émigrés, donc l'émigration constitue un apport de main d'œuvre prête à l'emploi.

Aussi, le fait que les émigrés envoient de l'argent vers les pays d'origine a un impact sur le taux de change dans les pays d'accueil.

### ➤ **L'émigration clandestine, source de revenu et d'investissement pour les émigrés :**

L'émigration clandestine est d'une part une solution facile pour ne pas affronter le problème du chômage et de la pauvreté.

Elle permet aux jeunes clandestins d'obtenir de petits travaux qui vont générer d'importants revenus. Ces derniers concourent à leur tour à combler certains frais de subsistance aussi bien personnels que familiaux (logement, santé, bien-être social, sécurité alimentaire etc.). Il est important de souligner que pour la plupart des familles africaines, le fait d'avoir un des membres vivant en occident constitue un soulagement du point de vue social mais aussi une source de revenu de transfert pour combler le cab laissé par les activités primaires.

Ces revenus tirés des travaux clandestins permettront aussi aux émigrés de faire des investissements qui pourront générer des emplois pour les jeunes résidents du pays d'origine. A court terme, les émigrants contribuent à atténuer la pauvreté qui règne dans leur pays. Par exemple au Sénégal, on retrouve dans certaines zones plus particulièrement en milieu rural, des associations de ressortissants qui sont essentiellement composées d'émigrés. Ces organisations d'émigrés participent activement au développement de leur zone d'origine en contribuant à l'installation d'infrastructures sanitaires, routières etc.

L'émigration clandestine engendre certes des conséquences positives, mais il est important de préciser qu'elle revêt aussi des conséquences néfastes pour l'ensemble de ses acteurs.

### **Les effets négatifs de l'émigration clandestine**

#### ➤ **Pour le pays d'origine**

L'émigration est un moyen facile pour ne pas faire face au phénomène du chômage des jeunes et de la pauvreté, mais elle a souvent laissé derrière elle un désert économique et démographique qui se fait ressentir dans tous les domaines.

Le départ des émigrants se fait cruellement sentir dans les Etats de provenance des intéressés. En perdants des travailleurs qualifiés et expérimentés, ces pays voient effectivement s'amenuiser leurs chances de mettre en place eux-mêmes des stratégies de développement. L'émigration entraîne une baisse de ressources humaines disponibles, ce qui entrave tout effort de relance économique. Selon la banque mondiale, environ 100 000 universitaires ayant suivi tout ou une bonne partie de leurs formation en Afrique vivent et travaillent dans les Etats occidentaux. Ce qui va conduire à une fuite des cerveaux qui occasionne un manque considérable de cadres qui peuvent se mettre au service du développement conduisant à l'existence d'un monde meilleur pour l'Afrique. Aussi, la jouissance d'un meilleur niveau de vie dans les pays d'accueil amène les émigrés à s'habituer très rapidement à ce nouvel environnement. Ce qui fait que certains d'entre eux ne se sentent pas prêts à se réadapter aux conditions de vie difficiles prévalent dans leur pays de provenance. Tout ceci combiné avec l'influence des jeunes émigrés "qui ont réussi", justifie en quelque sorte le manque de volonté des jeunes à retourner ou à rester dans leurs terroirs d'origine afin d'impulser les dynamiques de développement.

### ➤ **Pour le pays d'accueil :**

Dans les pays d'accueil, l'émigration clandestine n'est pas désirée parce qu'elle constitue une charge sociale et contribue à l'insécurité. En effet, le nombre croissant de personnes sans emploi présente une menace pour la sécurité de ces pays. Cette situation de sous-emploi qui secoue les jeunes émigrants, pousse certains à s'adonner à des activités malsaines comme le trafic de drogue, le vol entre autres. Aussi, le nombre pléthorique d'émigrants additionné à la population des pays d'accueil représentent une charge difficile à gérer sur tous les plans (Sanitaire, alimentaire etc.) parce que les pays occidentaux ont aussi leurs propres chômeurs à gérer.

Pour pallier toutes ces difficultés précitées et freiner le phénomène de l'émigration clandestine, il sera nécessaire voire primordial de définir des stratégies, des alternatives performantes en faveurs des jeunes africains.

## **IV- Quelles alternatives créatrices d'emplois pour l'émigration clandestine ?**

**(Par Marie Vianney Afangbedji)**

La frange de la population la plus concernée par ce fléau, n'est pas essentiellement celle intellectuelle. Il s'avère capitale donc de définir des

solutions favorables aux personnes d'un niveau intellectuel moyen puis celles vivant en milieu rurale.

### **1- Les initiatives de l'Etat ANPEJ (au Sénégal) et FNPEEJ (au Bénin)**

Les responsables étatiques à travers des programmes et projets spécifiques contribuent à la création d'emplois et surtout à la valorisation de plusieurs métiers pointés du doigt. C'est le cas de l'**ANPEJ** et de l'**FNPEEJ**.

#### ➤ **ANPEJ** (au Sénégal)

#### **Agence Nationale pour la Promotion de l'Emploi des Jeunes**

#### **-Le Programme d'Appui à l'Insertion professionnelle des Jeunes Artisans (PAJA)**

Il consiste à mettre en place un dispositif intégré visant à soutenir la qualification des jeunes en leur facilitant l'accès au financement pour l'acquisition d'équipements modernes. Il s'agira de professionnaliser le secteur par l'installation de centres de compétences agréés dans tous les corps de métiers de la filière artisanale.

#### **-Le Programme d'appui aux acteurs du secteur informel (PASI)**

Il vise à professionnaliser l'activité des marchands ambulants par la construction de complexes commerciaux dans les villes touchées par le phénomène de l'occupation illégale de la voie publique. Il est prévu, en collaboration avec les collectivités locales concernées, la construction de 10 000 cantines pour le recasement de 10 000 marchands ambulants à travers les villes de Dakar, Guédiawaye, Pikine, Rufisque, Thiès, Saint Louis, Kaolack, Diourbel et Tambacounda.

#### ➤ **FNPEEJ** (au Bénin)

#### **Le Fonds National de Promotion de l'Entreprise et de l'Emploi des Jeunes**

-Ce fond a pour objectif de lutter efficacement contre le chômage des jeunes au moyen de l'incitation à l'entrepreneuriat. Il s'agit donc pour cette institution de mettre à la disposition des jeunes porteurs de projets, les moyens techniques et financiers dont ils ont besoin pour créer leur entreprise.

-Le FNPEEJ a pour mission de faciliter l'accès des jeunes aux moyens et outils de production par le biais de crédits. Il a pour attributions la mise en place de lignes de crédits dans les institutions financières partenaires agréées pour faciliter le financement des investissements ou des fonds de roulement des entreprises créées par les jeunes.

-Le problème cruciale, c'est les limites que présentent ces structures d'où l'urgence de l'autogestion des jeunes.

### **L'entrepreneuriat (auto-emplois)**

Le voyage n'est pas gratuit. En effet les candidats à l'émigration clandestine déboursent des centaines de mille pour un passeur et organisateur de voyage clandestin au péril de leur vie. Pourtant, ils se plaignent du que les financements sont difficiles à trouver afin d'entreprendre.

Il s'agit ici pour les jeunes de faire un commerce avec de petits moyens et il n'est pas nécessaire d'être détenteur d'un budget onéreux :

- Commencer par se focaliser sur ce que l'on aime. Chercher le réel besoin de la localité, sur les produits les plus consommés dans le quartier. Prendre l'avis de l'entourage immédiat.
- Identifier le prix d'achat et le prix de vente des produits cible.
- Utiliser l'argent dudit voyage pour acheter un petit stock des produits ciblés, puis trouver un ou des site (s) de vente. L'initiative sera rentable, et au bout d'un moment ceci deviendra une entreprise, qui donnerait de l'emploi à d'autres jeunes.
- Proposition d'une création de réseau des boursiers autour de l'ONG citoyenne story in Africa, qui travaille essentiellement dans la lutte contre le phénomène de l'émigration clandestine.

Comme exemple de produits, on peut citer le sucre, les oranges, le café-Touba, le citron pressé, le pagne Wax, les parfums, les pommades etc.

### **2- Mise en place de centre d'incubation**

Il convient aux mouvements de jeunes d'ériger des séances d'écoute et de conseil pour les candidats à l'émigration clandestine. Ces centre au lieu d'encourager le départ, vont s'atteler à présenter les risques néfastes de l'aventure sans oublier de déconstruire le concept de « *la vie parfaite en Europe* ».

Aussi, ils dirigerait de vastes campagnes axées sur la démystification de la vie en Europe par une information juste, vraie et objective sur les pauvres étrangers en Occident et leurs conditions de vie. Un suivi et un accompagnement serait à la disposition des aspirants à l'émigration, afin de les orienter vers l'auto-emploi et de les rassurer de leur place dans la société qu'ils voudraient ainsi délaissier.

La mise en place de ces centres d'incubation permettra de mettre en œuvre un dispositif pour accompagner les jeunes qui veulent se lancer dans l'entrepreneuriat bref dans le démarrage de projet. Le rôle des incubateurs se limitera à organiser des séances de formations qui seront faites par des experts en matière de projet, les montrer les voies à suivre pour obtenir un financement. Dans ce cadre, il sera question de nouer des partenariats avec les

structures qui peuvent appuyer financièrement les porteurs d'initiatives économiques.

### **CONCLUSION (Amen HEDJI)**

La pauvreté et le sous-emploi qui sévissent dans certains pays du sud est la réelle cause de l'émigration clandestine. Contre toute attente, cette situation amène bon nombre de jeunes qui ont des compétences à faire valoir dans leurs propres pays, à s'évader dans les pays en développement au nom du faux principe d'aisance de l'émigration clandestine, ce qui laisse entrevoir une fuite de cerveaux dans un continent où les défis et les enjeux du développement sont, de plus en plus, vitaux.

Le pire, c'est que l'intégration de ces émigrés, d'origine africaine, est souvent loin d'être une réussite.

C'est pourquoi, le prix à payer pour cette émigration est lourd pour les pays africains. Il serait donc bienséant que les jeunes trouvent de meilleures alternatives pour assurer leurs besoins. Agir ainsi, c'est préserver leurs dignités en disant NON à ce phénomène qui a priori au lieu de procurer le bonheur espéré, est une source de risque pour ses acteurs. L'envie de l'homme de s'épanouir dans sa société est un mal à combler mais pas au prix de sa vie car tous, nous pouvons vivre heureux sans envier le pays d'autrui.

### **BIBLIOGRAPHIE**

#### **Sources documentaires :**

- Ba Cheikh Oumar, Barca ou barzakh: **La migration clandestine sénégalaise vers l'Espagne entre le Sahara Occidental et l'Océan atlantique**, 2007.
- Statistique de la Banque mondiale sur l'émigration clandestine
- Service social des étrangers d'accueil et de formation : **le phénomène de l'émigration clandestine et les problématiques de l'intégration dans le contexte européen**.
- Fatou DIONE, **Le ventre de l'Atlantique**
- Ba Cheikh Oumar, **Barca ou barzakh: La migration clandestine sénégalaise vers l'Espagne entre le Sahara Occidental et l'Océan atlantique**, 2007, 20 pages.

#### **Sources électroniques :**

- [http://www.memoireonline.com/12/10/4172/m\\_Limmigration-clandestine-au-Senegal--facteurs-explicatifs-et-strategies-de-lutte4.html](http://www.memoireonline.com/12/10/4172/m_Limmigration-clandestine-au-Senegal--facteurs-explicatifs-et-strategies-de-lutte4.html)
- [http://www.finances.bj/uploads/tx\\_wdbiblio/bp\\_mcm\\_2016-2018.pdf](http://www.finances.bj/uploads/tx_wdbiblio/bp_mcm_2016-2018.pdf)
- <http://anpej.sn/programmes-et-projets/>
- <https://www.youtube.com/watch?v=xgZ0LcMUghA>
- <https://www.youtube.com/watch?v=xIULie9dN-A>

MERCI D'EXPLORER CES PISTES ET DE CONTINUER LE DEBAT...

## **EXPOSE 3 : Quelle vision des boursiers pour l'avenir de leurs pays respectifs**

### EXPOSANTS SOUS-THEME 3 :

- ❖ Henriette Sarr
- ❖ Moussa N'gom
- ❖ Pape Ibrahima Ndiaye

- **Dans le contexte du PSE, pour les boursiers sénégalais).**

### **INTRODUCTION**

À l'aube de sa 57<sup>ème</sup> année d'indépendance, le Sénégal compte aujourd'hui 14 millions 600 mille habitants, selon les dernières estimations. Une population dont l'une des caractéristiques qu'elle partage avec le reste du Continent, est sa forte composante de jeunes. Pour celle sénégalaise dont plus de la moitié est âgée de moins de 18 ans il va sans dire que l'avenir du Sénégal ne peut se décider ou plus s'acter sans l'implication présente et future de la jeunesse sénégalaise.

Raison pour laquelle nous, boursiers de la Fondation Konrad Adenauer, sommes conscients de la tâche qui nous incombe et entendons participer à titre individuel et collectif à son développement.

Un développement qui, après réflexion sur les théories émises à ce propos, ne se réduit selon nous ni à la croissance ni à la progression des indicateurs économiques, mais est un processus global qui tend à l'amélioration du bien-être et de la qualité de vie de l'ensemble de la population et à l'épanouissement de l'individu sur la base de la participation de tous à l'effort de développement et du partage juste et équitable des bienfaits qui en résultent.

Il s'agit là d'un idéal qui ne peut être atteint que sur la base d'un préalable fondamental : une vision claire et une voie à suivre afin d'éviter les écueils sur lesquels d'autres Nations ont buté.

D'où cette réflexion sur les perspectives politiques et économiques du Sénégal dans un contexte actuel de mise en œuvre d'un plan de développement de grande envergure et nous concernant particulièrement en tant que Jeunes : le Plan Sénégal Emergent.

### **A/ QU'EST-CE QUE LE « PLAN SENEGAL EMERGENT » ?**

Le Plan Sénégal Émergent ou « PSE » est un nouveau cadre de référence des politiques de la gouvernance Macky Sall visant à conduire le Sénégal sur la voie de l'émergence à l'horizon 2035.

La lutte contre les inégalités et les injustices sociales est au cœur du projet politique du président de la république, convaincu que la politique n'a pas de sens que si elle prend effectivement en charge la correction des disparités. C'est le fond de l'idéal républicain.

Dans cette perspective, il a lancé des réformes dans le domaine social dès le lendemain de son accession à la magistrature suprême (allocation de bourses de sécurité familiale aux ménages les plus démunis, carte d'égalité des chances en faveur des handicapés, couverture maladie universelle....).

L'enjeu est de sortir les populations en offrant à chaque sénégalaise et sénégalais les moyens de son autonomie grâce à son inclusion effective dans le tissu économique.

Le Sénégal a décidé d'adopter un nouveau modèle de développement pour accélérer sa marche vers l'émergence.

Les objectifs du PSE sont :

- ❖ La transformation structurelle de l'économie à travers la consolidation de moteurs actuels de la croissance et le développement de nouveaux secteurs créateurs de richesses, d'emplois, d'inclusion sociale et à forte capacité d'exportation et d'attraction d'investissement. Cet axe s'inscrit dans une option de développement plus équilibré, de promotion de terroirs et de pôles économiques viables afin de stimuler le potentiel de développement sur l'ensemble du territoire.
- ❖ Une amélioration significative des conditions de vie des populations, une lutte plus soutenue contre les inégalités sociales tout en préservant la base de ressources et en favorisant l'émergence des territoires viables.
- ❖ Le renforcement de la sécurité, de la stabilité et de la gouvernance, de la protection des droits et liberté et de la consolidation de l'État de droit afin de créer les meilleures conditions d'une paix sociale et de favoriser le plein épanouissement des potentialités.

Les institutions chargées du suivi de la mise en œuvre sont:

- Le comité d'orientation stratégique (COS), placé sous l'autorité du président de la république
- Un comité de pilotage (COP) présidé par le premier ministre
- Un bureau opérationnel de suivi du plan Sénégal émergent(BOSSE) ainsi que des structures d'exécution.

### **B/ LA SITUATION POLITICO-ECONOMIQUE DU SENEGAL A L'AN 3 DU « PSE »**

Le plan Sénégal émergent est le document référentiel de développement du Sénégal étalé sur une période de 20 ans. Mais la réussite de ce projet passe par des réformes et projets dont leur exécution doit se réaliser sur le moyen et le long terme. D'où la mise en place du Plan d'Actions Prioritaires(PAP).

Ce plan quinquennal (2014-2018) se décline à travers 17 réformes et 27 projets phares.

#### **ET 2017, marque la troisième année de la mise en œuvre du PSE mais 4 ans d'exécution du Plan d'Actions Prioritaires.**

Certains résultats dans les secteurs porteurs de développement ont été notés à en croire les chiffres officiels communiqués par le gouvernement et l'économie du pays est dans une bonne dynamique selon celui – ci.

**Le taux de croissance économique est en progression** depuis la mise en œuvre du PSE. 6,5 en 2015 contre 4,3 % en 2014. **Et un taux de croissance de 6,6 % en 2016. Dans leur prévision l'état du Sénégal**, escompte un taux de croissance économique de **6,8% pour l'année 2017**. Cette progression est le résultat de la bonne tenue des agrégats économiques, des réformes faites pour rendre attrayant le climat des affaires, et notamment des choix d'investissement.

**Le déficit budgétaire** : selon des données de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire International (2016), le Sénégal est l'un des pays les plus endettés en Afrique subsaharienne en occupant la 16eme place sur 45 pays .Malgré les emprunts contractés pour financer les secteurs clés du PSE. Les pouvoirs publics entendent baisser le déficit du budget. Ils souhaitent pour **cette année le faire baisser jusqu'à 3,7 % soit à moins d'un point au-dessus de la norme UEMOA (3%)**.

En dehors du taux de croissance **certains critères** permettent de faire le point sur la situation politico-économique du pays.

**-Rapport Doing Business** lancé en 2002 par le groupe de la Banque mondiale sur le climat des affaires. C'est dans le dessein de mettre en œuvre une réglementation du climat des affaires et leur application effective : Le Sénégal occupe la 147ème place sur 190 pays. Alors que le rapport de 2016 le plaçait à la 153ème place sur 189 pays. Cette avancée est due à des réformes sur : l'information à l'accès au crédit, la réduction des coûts relatifs aux impôts, la procédure de création d'entreprise. Par exemple, il est possible désormais de créer une entreprise en 24 heures si on remplit les conditions.

**-Classement 2016 Mo Ibrahim** s'intéresse à la bonne gouvernance : le Sénégal occupe la place 10ème sur 54 pays(2016) alors qu'il occupait la 9ème en 2015.

**-Rapport Agence Nationale de la statistique et de la démographie (ANSD) sur l'industrie au Sénégal (2017) :** ce rapport montre que 47,3 % des industries sénégalaises sont satisfaites de l'environnement des affaires. 27,3% de chefs d'entreprise déclarent que l'aide publique de l'état est en phase avec les enjeux du secteur de l'industrie.

On peut aussi noter, des avancées dans des secteurs porteurs de développement économique (exemples) :

**L'agriculture** est un des piliers dans l'exécution du PSE. Le programme d'Accélération de la Cadence de l'Agriculture Sénégalaise (PRACAS) dont le principal objectif est la mise en œuvre du Programme National Autosuffisance en Riz (PNAR) a été lancée. La production rizicole est en constante progression : celle en riz paddy est près de 472000 tonnes en 2016 contre 438000 en 2015 et 430972 en 2014.

A l'horizon 2017, l'objectif est de réaliser une production totale de 1.600.000 de tonnes de paddy.

**Le secteur énergétique** a fortement marqué aussi les 3 ans d'exécution du PSE. Conscient sans doute qu'aucune économie ne peut marcher sans une électricité abondante et à bon prix, le pouvoir a mis en place pour stabiliser ce domaine à travers le mix énergétique. Ce dernier vise non seulement à augmenter la capacité de production, mais également à préserver l'environnement. Le président de la République a inauguré la plus grande centrale solaire de la sous-région. Et rappelons dans le cadre du PSE, le gouvernement s'est fixé comme objectif 20 % d'énergie renouvelable pour 2017.

### **C/ LES OBSTACLES A « L'EMERGENCE »**

Certains hommes politiques et économistes se sont sérieusement penchés sur les différents axes du Plan Sénégal Emergent et ont émis de sérieuses réserves quant à la capacité de ce Programme à mettre le Sénégal sur les rails d'une véritable « émergence ».

Ainsi peut-on citer les doutes émis quant à la capacité du Sénégal à obtenir les retombées espérées et à rembourser dans les délais et sans risque d'étouffement de notre économie l'important budget prévu pour mener à bien les projets du gouvernement. A titre d'exemple, le Programme quinquennal d'actions prioritaires (2014-2018) se construit sur un schéma évalué à 9685,7 milliards FCFA avec près de 40% à acquérir grâce aux prêts des partenaires techniques et financiers.

L'autre reproche a trait à la capacité du Plan Sénégal Emergent à concrétiser au plan social les avancées prévues en matière économique. Ainsi le risque que la croissance économique soit portée par des capitaux étrangers et non les forces économiques locales est à craindre tout comme le fait que cette croissance économique n'ait pas un réel impact sur la lutte contre le chômage.

Au niveau politique également, il est à relever l'absence d'une entente forte autour d'un Plan de développement dont l'échéance est fixée à 2035. Ce qui veut dire qu'il est envisageable une instabilité institutionnelle avec la possibilité que la majorité présidentielle change de camp entre les 3 élections présidentielles à venir et change radicalement de planification économique par manque de se retrouver dans celui-ci. D'où la nécessité pas forcément d'une unanimité mais d'un dialogue politique permanent et serein pour arriver à un consensus sur l'orientation à donner à nos politiques publiques.

En outre, on peut citer les risques liés aux conjonctures économiques, au déficit d'adhésion des populations sénégalaises au projet de société qui leur est proposé, le développement étant d'abord une question individuelle.

## **II NOTRE VISION POLITIQUE ET ECONOMIQUE POUR L'AVENIR DU SENEGAL**

Il s'agit là d'une prospective de l'avenir du Sénégal sous le signe de la recherche du bien-être socio-économique de tout sénégalais. Raison pour laquelle nous nous sommes fondés sur le principe : « AU-DELA DES CHIFFRES, L'HUMAIN ! ».

### **A/ QUEL AVENIR ECONOMIQUE POUR LE SENEGAL ?**

De nos jours, l'émergence semble être le concept voire l'objectif le mieux partagé sur le continent. Chaque pays a adopté son modèle de développement pour se mettre sur les rails de l'émergence. Mais pour nous, en tant que jeunes et boursiers de la Fondation Konrad Adenauer, le développement ne saurait se réduire à des critères économétriques (taux de croissance, PIB, PNB etc.), il faut placer l'« humain » au cœur du développement économique et pas seulement les chiffres. Comme disait Joseph Ki-Zerbo, historien africain dans son ouvrage intitulé **« A quand l'Afrique »** : **« le développement n'est pas une course olympique »**.

Nous croyons, à l'existence d'un taux de croissance mais, **un taux qui doit être fort et surtout profitable**. C'est-à-dire, un taux qui a un impact réel sur la vie des populations et qui est porté par des secteurs clés de développement tels l'agriculture ou l'agrobusiness, l'élevage, les PME, ou encore le tourisme. Ce dernier secteur, est capital pour la marche d'un pays vers l'émergence. La sortie annuelle du REBAFKA (Réseau des Boursiers et Anciens de la Fondation Konrad Adenauer) à Palmarin a permis de confirmer, encore une fois que le Sénégal, comme la plupart des pays africains, regorge d'énormes potentialités pouvant lui permettre de booster les secteurs de développement. Cette partie du pays, est un véritable joyau naturel et un paysage à valoriser pour le secteur du tourisme par exemple.

D'où l'importance à nos yeux, de mieux communiquer sur les atouts qu'offrent le Sénégal dans ce contexte du PSE.

En sus de cela, nous croyons que l'émergence du pays ne peut se faire sans **une forte implication du secteur privé surtout national**. L'état du Sénégal doit le soutenir davantage en l'impliquant notamment dans les projets du PSE.

C'est d'autant plus vrai que durant les cinq premières années du PSE, **l'Etat doit faire appel aux investisseurs privés (nationaux et internationaux) pour une somme s'élevant à un peu plus de 1.110 milliards de F CFA**. Leur implication aura forcément un impact positif sur les **Petites et Moyennes Entreprises qui constituent 90% du tissu économique sénégalais**.

C'est dans ce sillage que Monsieur Pierre Guisllain, vice-président de la Banque Africaine pour le Développement (BAD) a incité lors de la 5eme édition D'Africa CEO forum qui s'est tenue du 20 au 21 mars 2017 à Genève, en Suisse, les Etats « **à libérer le secteur privé africain[...] en leur offrant un cadre des affaires plus favorable** ».

Un autre secteur qui a besoin d'être dynamique pour propulser l'économie sénégalaise et avoir un impact réel sur la jeunesse en termes d'emplois, c'est celui de **l'entreprenariat**. Malgré qu'il existe de nombreuses agences dédiées à la promotion de l'emploi des jeunes, beaucoup de cette frange de la population ont du mal à trouver celui-ci. Et pour nous, en tant que jeunes et très concernés par la question, on appelle à la jeunesse sénégalaise, africaine de façon globale à développer un esprit entrepreneurial : « l'Etat ne peut tout faire ! » dit-on souvent. Des secteurs aujourd'hui tels **l'économie numérique, l'agrobusiness, l'élevage...** offrent des possibilités d'emplois à la jeunesse. Ceci étant dit, nous croyons que l'Etat a un rôle à jouer : **encadrant les jeunes, en leur facilitant l'accès aux financements et sans discrimination et en leur assurant une bonne formation**. D'où l'intérêt pour nos gouvernants de faire une réalité : « **l'adaptation du système éducatif aux besoins de l'économie sénégalaise** ».

En effet **au Sénégal, 70% des étudiants ont suivi un cursus littéraire**. C'est donc une nécessité de la part du gouvernement d'adapter ce système pour qu'on puisse avoir des bras et connaissances dans les secteurs clés porteurs de développement dans le contexte du PSE.

**Notre vision économique du Sénégal est celle, soucieuse du bien-être des populations surtout du monde rural. L'un des objectifs du gouvernement est d'atteindre l'autosuffisance en riz, ce qui est plutôt une bonne chose mais pour nous, atteindre la sécurité alimentaire est encore mieux**. Celle-ci va permettre aux populations d'avoir la possibilité physique, morale, économique de se procurer une alimentation saine, nutritive et durable. Sa réussite va avoir un impact réel sur certains points des objectifs du

millénaire pour le développement, tels réduire la mortalité infantile ou maternelle voire lutter contre la pauvreté.

**En outre, l'accès à l'eau potable et à l'électricité** doit être plus que jamais des priorités, surtout dans les zones les plus reculées du pays, « le Sénégal ce n'est pas seulement Dakar ! ». Et le PUDC (Programme Universel de Développement Communautaire) connaît plutôt des résultats encourageants en permettant à plusieurs villages du Sénégal de disposer de forages et d'électricité.

### **B/QUELLES PERSPECTIVES POLITIQUES POUR UN SENEGAL MEILLEUR ?**

En évoquant le volet politique, il est question ici de tout ce qui est relatif à l'organisation et à l'exercice du pouvoir dans une société organisée et aux problèmes qui s'y rattachent. Tout se construit, se fait avec, et par la Politique » raison pour laquelle il est opportun de s'interroger sur la direction politique à prendre pour arriver à une gouvernance juste et équitable.

#### **1/UN RENFORCEMENT DE L'ETAT DE DROIT**

Cette expression peut paraître galvaudée depuis sa formulation dans les années 1860 par les juristes allemands Bahr et Gneist mais garde tout son intérêt puisqu'elle indique un Etat soumis au droit et régi par le droit c'est-à-dire qui organise et garantit le respect du droit en général et plus particulièrement le respect des droits de l'homme. Ces droits fondamentaux sont constitués de l'ensemble des droits élémentaires qui assurent une vie décente et qu'un Etat est en obligation d'assurer à ses citoyens notamment au Sénégal comme le droit à une participation démocratique, à l'information, à la liberté d'expression, au travail, à la sécurité sociale, à l'éducation ou encore à la propriété.

La consécration de ces privilèges passe par leur assurance par l'autorité étatique sous le contrôle de la Justice qui sert d'instance d'opposition aux abus des pouvoirs exécutifs et législatifs et qui doit selon nous être renforcé.

Le Sénégal a certes une tradition d'organisations d'élections et de passations de pouvoirs démocratiques mais certains fléaux tels que la corruption, l'inégalité d'accès à la justice, le déficit de transparence et de contrôle des gouvernants, l'enrichissement illicite etc... sont de sérieuses entraves au développement de tout pays et dont il faut se départir grâce à un appareil institutionnel fort.

De plus le manque de confiance de nombre de sénégalais vis-à-vis de leur justice nous oblige à repenser aux moyens de lui assurer une plus grande indépendance. Non seulement ce critère est important dans la restauration de la confiance des potentiels investisseurs nationaux ou étrangers mais l'est aussi comme préalable à une bonne marche de l'économie et à la sérénité dans le milieu des affaires.

La position du Sénégal au rang des pays les plus touchés par la corruption dans le classement renforce d'ailleurs la conviction que des actions permettant de lutter contre de tels phénomènes sont des bases politico-juridiques d'une économie saine qui garantit l'égalité de chances pour tous y compris pour l'obtention d'un emploi.

De plus la transparence dans la gestion des comptes se doit d'être une réalité avec une consécration et un exercice réel du droit des citoyens d'exiger la reddition de comptes à leurs gouvernants.

En sus de cela, les perspectives économiques de pays producteur de pétrole et détenteur de ressources minières justifient le besoin d'ériger dès à présent des Institutions fortes garantissant une clarté dans les opérations extractives.

Le principe inscrit dans le récent article constitutionnel 25 en son paragraphe 1 et évoquant que : « Les ressources naturelles appartiennent au Peuple. Elles sont utilisées pour l'amélioration de ses conditions de vie » gagnerait à être formalisé au niveau légal par un ensemble de lois et un système de contrôle politique.

## **2/UN DEVELOPPEMENT PAR LE BAS ET INCLUSIF**

### **a- Pourquoi un développement par le bas ?**

Étant donné que le développement d'un pays doit prendre en compte les aspirations de ses habitants s'il s'agit d'un appel à l'accomplissement effectif et intégral d'une décentralisation rationnelle. L'acte III de la décentralisation posé en 2013 était certes ambitieux mais les failles relatives aux questions financières ont réduit les possibilités d'encourager le développement à partir de circonscriptions puis de pôles économique-géographiques porteurs de croissance.

Sa refonte ou son amélioration pourrait permettre une impulsion positive dans la croissance socio-économique nationale à partir de celle des Collectivités locales prises individuellement.

Une telle option est extrêmement importante du point de vue de l'alternative qu'elle offre au manque d'emploi des jeunes issus de l'intérieur du pays vers la Capitale et par ricochet contre l'exode rural.

Dakar qui constitue 0.3% du territoire regroupait en 2013, selon l'agence nationale de statistiques et de la démographie, à elle-seule les 23% de la population. Une forte concentration démographique qui ne peut perdurer et qui remet au goût du jour le besoin de mettre à profit toutes les potentialités économiques que pourraient offrir les localités situées à l'intérieur du pays.

Une mise à contribution du vivier local à rendre effective grâce à la réalisation d'infrastructures adéquates et la déconcentration des Industries condensées pour l'essentiel à Dakar.

### **b- Pourquoi un développement inclusif ?**

Parler de développement inclusif pourrait paraître redondant mais rajouter ce qualificatif permet de rendre compte de la nécessité de prendre en compte des couches de la population qui sont pour le moins défavorisées.

Tout d'abord le poids démographique des femmes, qui constituent plus de la moitié de la population (50,1%) et 65% de la population active, justifie l'exigence de leur mise à contribution dans l'essor du pays. Le premier acte est de régler définitivement la question de l'accès à l'éducation de base mais également supérieure. Ensuite l'accès aux terres pour celles en milieu rural constitue un enjeu important si l'on prend en compte leur implication dans la répartition des tâches agricoles de même que leur rôle dans les prises de décision au niveau local.

Ensuite la question des personnes en situation de handicap qui constitue 6% de la population sénégalaise est à relever. La marginalisation d'une grande part de personnes atteintes d'une déficience physique ou mentale est à déplorer. Raison pour laquelle il est impératif de lever les barrières à leur accès à l'éducation et au marché de l'emploi par une solution à leur fort taux d'analphabétisme (2 handicapés sur 3 est analphabète et 1 sur 5 uniquement est occupé).

### **3/ UNE MEILLEURE EDUCATION POLITIQUE**

Cet appel concerne Populations comme Elus. Il s'agit là d'un renforcement de la conscience citoyenne des populations. Qu'est-ce que la citoyenneté ? On peut la considérer comme l'ensemble des qualités morales, des droits et devoirs civiques nécessaires à la bonne marche de la Cité.

Cela implique d'abord une prise de conscience de chacune et chacun que l'exercice de son droit de vote permet de déterminer lequel des candidats est le plus apte ou a le meilleur programme d'actions pour présider aux destinées de sa circonscription ou de son Pays.

Ces droits consacrés par la Constitution sénégalaise servent à faciliter l'acquiescement de ses devoirs civiques tels que celui prescrit en l'article 7 de la Constitution sénégalaise et qui dispose du devoir de respecter et de faire respecter le bien public, de s'abstenir de tout acte de nature à compromettre l'ordre, la sécurité, la salubrité et la tranquillité publics mais aussi de préserver les ressources naturelles et l'environnement du pays pour qu'ils puissent profiter aux générations futures.

Par ailleurs le nombre excessif de partis politiques au Sénégal (plus de 250) nécessite d'abord une rationalisation de leur nombre dans le respect des règles démocratiques et ensuite une sensibilisation à ce qu'est le rôle d'un Parti Politique.

Loin d'être uniquement l'organisation ayant comme unique but la conquête et l'exercice, le parti politique se doit d'être un instrument d'éducation citoyenne de

ses membres pour que ceux-ci puissent participer à l'œuvre de développement économique et social de la Nation. Ensuite le deuxième défi à relever au niveau du paysage politique sénégalais est la structuration et l'existence des partis politiques autour de projets de société et leur concurrence saine pour l'exercice du pouvoir dans le sens de l'intérêt général.

Ainsi la distinction doit être faite entre la personnalité politique et l'élu, entre le Représentant du Peuple et le candidat investi par son Parti, entre la Patrie et le Parti.

Distinctions qui, à défaut d'être ancrées par des Institutions doivent l'être de par une conscience citoyenne forte dans l'intérêt de la Nation.

Un intérêt général qui justifie par ailleurs le devoir de mise en place d'un cadre serein et surtout constructif de dialogue entre les différents membres de la classe politique et de la société civile.

#### **4/ UNE IMPLICATION DANS LA REALISATION DE L'INTEGRATION AFRICAINE**

Le Sénégal est présenté comme une vitrine démocratique dote d'un appareil diplomatique qui fait ses preuves sur la scène internationale.

Il est donc à espérer que l'Etat du Sénégal soit des plus en vue au niveau continental dans la concrétisation de l'idéal panafricaniste d'une Union politique complète.

Nos constats comme ceux présents dans les documents stratégiques des Organisations régionales africaines attestent que les États membres n'accordent pas la priorité souhaitée, indispensable aux questions régionales et à l'intégration économique dans leur planification économique nationale.

La prise de conscience des Etats africains de la nécessité impérieuse de s'unir en vue de faire face en bloc aux défis sociaux et économiques mondiaux les a poussés à déterminer l'année 2063 comme date butoir de sa réalisation.

Un agenda déjà fixe qui demande dès à présent un investissement fort des Etats pour en faciliter l'accomplissement, en particulier pour le Sénégal dans sa position de puissance economico-diplomatique africaine *et ce pour arriver à la réalisation d'une « Afrique intégrée, prospère et pacifique, dirigée par ses propres citoyens, et représentant une force dynamique sur la scène mondiale »*

Les populations ne doivent également pas être en reste dans son accomplissement puisque constituant la base de cette construction communautaire, de transformation des frontières en opportunités de coopération et de formation d'une nouvelle identité et politiques publiques au lieu d'être ce que la colonisation en a fait c'est à dire des obstacles à l'unité africaine.

La transformation de la forte démographie africaine qui comptera d'après les projections 2 à 3 milliards de personnes d'ici à 2100 encourage à mettre à profit les opportunités qu'offre le Continent par la réalisation de libre-circulation totale et d'un grand marché de consommation alimenté par les produits divers et complémentaires issus des régions africaines.

Un tel modèle d'économie intégrée est d'ailleurs selon nous le plus apte à régler définitivement les maux socio-économiques dont souffre le Continent et parmi lesquelles la question de l'emploi des jeunes bien plus que les plans nationaux pris individuellement.

### **SOURCES :**

Cesti / FKA, n°18 « acte III de la Décentralisation : une réforme des questions », les Cahiers de l'alternance

Diaw A. le soleil n°14045, « placer le secteur privé au cœur du modèle économique en Afrique », 21 mars 2017

Diaw A., Le soleil, n°14045, « en 2015, 30% des réformes réalisées dans le monde ont été faites en Afrique », 21 mars 2017

FKA/ASECOD, Ministère de l'intérieur et de la sécurité publique « j'ai mon mot à dire avec ma carte d'identité biométrique donnant le droit de vote et de circuler librement »

Konrad Adenauer Stiftung, « la Démocratie meilleure principe pour un ordre représentatif », Berlin, 2016

Malou J.P., Sud quotidien, n°7155, développement économique du Sénégal, « El Hadji Mansour Samb déchire le PSE », du lundi 13 mars 2017

Ndiaye A. N., Le soleil, n°14049 « 25 mars 2012-25 mars 2017, cinq années de réalisations sociales »

Recensement Général de la Population et de l'Habitat, de l'Agriculture et de l'Élevage (RGPHAE) 2013

République du Sénégal, « PLAN SENEGAL EMERGENT », Ministre de l'Économie et des Finances, « Plan d'Actions Prioritaires 2014-2018 »

Union africaine, « agenda 2063, l'Afrique que nous voulons », Edition finale avril 2015

### **Web :**

[www.apix.sn](http://www.apix.sn)

[www.finances.gouv.sn](http://www.finances.gouv.sn)

## **Le cas du Cameroun, pour les boursiers camerounais**

### **Présentation**

Le Cameroun est un pays d'Afrique centrale, situé au fond du golfe de Guinée entre le 2<sup>ème</sup> et 13<sup>ème</sup> degré de latitude Nord, et les 9<sup>ème</sup> et 16<sup>ème</sup> degré de longitude Est.

Le pays s'étend sur une superficie de 475.650 km<sup>2</sup>. Il présente une forme rectangulaire qui s'étire au Sud, jusqu'au lac Tchad sur près de 1200 km, tandis que la base s'étend d'Ouest en Est sur 800 km.

Il possède au Sud-Ouest une frontière maritime de 420km le long de l'océan atlantique. Il est limité à l'Ouest par le Nigéria, au Sud par le Congo Brazzaville, le Gabon et la Guinée Equatoriale, à l'Est par la République centrafricaine, et au Nord -Est par le Tchad. Enfin, au sommet du triangle, au Nord, il est coiffé par le lac Tchad.

Le milieu naturel est diversifié. On dit de ce pays qu'il est l'Afrique en miniature.

Le DSCE constitue le cadre de référence de l'action gouvernementale pour la période 2010 – 2020. Et la question de l'emploi est prise en compte en son chapitre 4, de ce document de 197 pages.

L'emploi analysé sous 3 aspects:

#### **I. ACCROISSEMENT DE L'OFFRE D'EMPLOIS DECENTS**

L'objectif est de maintenir le taux de chômage à 7%, d'ici 2020. Et cela passe par:

##### **A. Développement des PME et promotion de l'emploi salarié décent**

###### **\* Levée des contraintes institutionnelles**

- ✓ Simplification des procédures de création des PME (mise sur pied d'un guichet unique permettant la création d'une entreprise en 24h- Nous n'avons plus besoin de passer un notaire)
- ✓ Renforcement des capacités managériales des dirigeants des PME/PMI
- ✓ Réalisation de grands projets structurants (Douala Stock exchange, l'énergie avec la construction de barrages hydro-électriques dont ceux de Nachtigal sur le fleuve Sanaga/ Lom pangar, ou la construction du port en eau profonde de Kribi)

### ▪ **Promouvoir l'éclosion de pôles de croissance**

- ✓ Promotion d'un tissu industriel diversifié; Sodacoton, la Sonara, Pilcam, Alucam, La Pasta, etc...
- ✓ Implantation des incubateurs de PME à Edéa et Mbankomo

### C. **Promotion de l'auto-emploi**

Le secteur informel absorbant plus de 90% des chômeurs au Cameroun,

- Promotion d'une agriculture de seconde génération (utilisation de tracteurs notamment)
- Revalorisation du secteur de l'artisanat

### D. **Mise en place d'un cadre général incitatif à la création d'emplois salariés**

- ✓ L'exonération sur une période de 5 ans, des jeunes PME/PMI, des taxes fiscales
- ✓ Placement des jeunes demandeurs d'emplois dans des entreprises: Fonds national de l'emploi (amélioration de l'efficacité du marché de l'emploi)

### . **Programmes spécifiques de promotion de l'emploi**

- ✓ Projet d'Appui aux Acteurs du Secteur Informel (PIAASI)
- ✓ Programme d'Appui à la Jeunesse Rurale et Urbaine (PAJER-U)
- ❖ L'inadéquation entre la formation et le milieu de l'emploi
- ❖ La politisation des programmes spécifiques de l'emploi
- ❖ La mal gouvernance qui se caractérise par la corruption dont la conséquence de la dégradation de la note du Cameroun auprès de cabinets internationaux (Standard and Poor's, classement Doing business)
- ❖ Perspective des jeunes boursiers camerounais
- ❖ L'Agriculture

Dans sa définition pratique, l'agriculture comprend le travail de la terre, la pisciculture et l'élevage. C'est un secteur de l'économie à même de recruter divers profils: Non diplômés pour la main d'œuvre, ingénieurs (agronomes), maçon, électricien, charpentier/menuisier, comptable, journaliste/communicant, numérique, financiers, planifications, logistique, chercheurs, etc.

# Rapport séminaire des boursiers, Palmarin 2017

---

## Photos souvenir

